



25 novembre: contre les violences sexistes et sexuelles, mobilisons-nous !

Des centaines de femmes vivent chaque année la terreur des violences conjugales jusqu'à la mort : à ce jour nous en sommes à 85 féminicides pour 2020 en France, et plus de 150 en 2019, et des milliers de femmes subissent chaque jour les coups de leur conjoint, ex-conjoint ou compagnon. Les viols, le harcèlement sexuel, les agissements sexistes s'ils sont plus dénoncés par les femmes qui en sont victimes, n'en sont pas moins et trop souvent impunis.

Partout les femmes se lèvent et se révoltent contre le système patriarcal, contre les insupportables et perpétuelles violences sexistes et sexuelles qu'elles subissent quels que soient leur âge, leur milieu social, leur nationalité. La campagne de soutien à la représentante syndicale dans le 93 qui ose dénoncer les insultes et agissements sexistes dans HM Logistic en est l'illustration : la société la licencie au lieu de la protéger et de condamner et punir ces agissements !

Une femme sur 5 sera victime de harcèlement sexuel au cours de sa carrière professionnelle. La France n'a pourtant toujours pas ratifié la Convention 190 de l'Organisation Internationale du Travail qui contraint les employeurs à prévenir et sanctionner le harcèlement sexuel, et à donner des droits aux femmes victimes de violences conjugales et intra-familiales...



Le monde auquel nous aspirons est profondément féministe, affranchi du système patriarcal, à l'écoute de la parole des femmes, et sans aucune violence sexiste et sexuelle. Dans la rue, au travail ou dans nos milieux militants.

Grande cause nationale ? Grenelle ? Assez de blabla ! Des actes !

Il y a un an prenait fin, quasiment jour pour jour, le Grenelle sur les violences conjugales, au moment même où nous constatons l'augmentation du nombre de féminicides en France sur l'année 2019. Ce Grenelle n'a apporté ni solutions satisfaisantes, ni outils concrets pour répondre aux besoins de protection des femmes et minorités de genre, et effectuer des changements dans les mentalités..

Les moyens n'ont pas été mis pour lutter contre les violences faites aux femmes. Le milliard budgétaire n'est pas là tandis qu'on arrose de milliards les entreprises et l'économie. Et au lieu de rajouter des moyens aux associations qui luttent contre les violences conjugales, l'Etat souhaite les privatiser comme pour le numéro 3919. Les permanences téléphoniques du 3919 déjà saturées avant le 1er confinement ont reçu plus de 15% d'appels en plus durant celui-ci et demandent des moyens pour pouvoir être disponible 7jours/7, 24h/24 : la réponse du gouvernement sa "mise sur le marché public !" ce qui risque d'écarter la fondation Solidarités Femmes (qui l'a créé) de sa gestion !

Pour Solidarités la lutte contre les violences et pour la protection des femmes ne peut pas obéir à une logique de marché !

Sans oublier ce gouvernement avec un ministre de l'intérieur accusé de viol, un ministre de la justice sexiste a montré ainsi son mépris pour les femmes victimes. L'élément clef d'une éducation non-sexiste est complètement ignoré puisqu'on a le ministre de l'éducation qui préfère conseiller des tenues « républicaines » aux filles, leur enjoignant ainsi d'intégrer le schéma sexiste et patriarcal d'un contrôle de leur corps !



Face aux régressions, opposons nos rages et nos colères Solidaires !